



PREFET DE MAYOTTE

Recueil
des Actes Administratifs
de la Préfecture de Mayotte (RAA)

Édition Mensuelle N° 01

Mois de : **DECEMBRE 2013**

DATE DE PARUTION : 15 JANVIER 2014

IMPORTANT

Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée

SOMMAIRE Édition MENSUELLE du mois de DECEMBRE 2013

CABINET		
ARRETE N° 2014-136 Établissant la liste des journaux susceptibles de recevoir les annonces judiciaires et légales dans le département de Mayotte durant l'année 2014	03/01/14	1
ARRETE N° 2014-0184 portant création de la commission de préfiguration du Service Départemental d'Incendie et de Secours	06/01/14	2
ARRETE N° 2013-7249 portant création d'un local de rétention administrative	30/12/13	1
ARRETE N° 2013-7250 portant création d'un local de rétention administrative	30/12/13	1
ARRETE N° 2014-320 portant création d'un local de rétention administrative	11/01/14	1
ARRETE N° 2014-321 portant création d'un local de rétention administrative	11/01/14	1
ARRETE N° 2014-322 portant création d'un local de rétention administrative	12/01/14	1
ARRETE N° 2014-323 portant création d'un local de rétention administrative	12/01/14	1
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTES LOCALES		
ARRETE N° 2013-6105 portant constitution de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur	04/12/13	2
CONSEIL GENERAL		
RI N° 6 591 – 6 733 – 6 742 – 6 788 – 6 796 – 6 798 – 6 824 – 6 839 – 6 852 – 6 913 – 6 942 – 7 223 – 7 580 – 7 624 – 8 022 – 8 191 – 8 372 – 8 414 – 8 465 – 8 475 – 8 486 – 8 499 -8 504 -8 527 -8 556 – 8 590 -8 629 – 8 667 -8 751 – 8 828 – 8 833 – 8 933 – 8 927 – 8 928 – 8 965 – 10 036 – 10 059 – 10 060 – 10 113 – 10 183 -10 228 – 10 370 – 10 414 -10 439 – 10 455 – 10 457 – 10 477 – 10 503 – 10 515 – 10 581 – 10 593 – 10 613 – 10 673 – 10 684 – 10 764 – 10 771 – 10 804 – 10 835 – 10 857 – 10 859 – 10 977 – 10 963 – 10 973 – 10 974 – 11 310 – 12 030 – 12 178 – 12 279 – 12 303 – 12 347 – 12 536 – 12 649 – 12 677 – 12 749 – 12 770 – 12 771 – 12 801 – 12 959 – 12 975 – 12 988 – 12 992 – 13 003 – 13 324 – 13 329 – 13 400 – 13 403 – 13 673 – 13 826 – 14 785 – 15 436 (avis de clôture du bornage)		
RI N° 6 591- 6 615 – 6 630 – 6 639 -6 644 – 6 657 – 6 816 – 6 824 – 6 833 -6 847 – 6 871 -6 942 – 10 131 – 10 964 – 13 950 à 14 020 – 14 022 à 14 024 – 14 572 – 14 936 – 14 937 – 15 841-15 842 à 15 864 -15 866 à 15 941 (avis de réquisitions d'immatriculation)		
SERVICE FISCAUX		
RI N° 14 113 à 14 118 (réquisitions d'immatriculation à la CPI)		
RI N° 5554-6349-6396 (avis de clôture du bornage)		
RI N° 14 119 – 14 120 – 14 121 (réquisitions d'immatriculation)		



PREFET DE MAYOTTE

CABINET

ARRETE N°2014- 136

Etablissant la liste des journaux susceptibles de recevoir les annonces judiciaires et légales dans le département de Mayotte durant l'année 2014.

LE PREFET DE MAYOTTE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 portant dispositions statutaires et institutionnelles pour l'outre-mer ;
- VU la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
- VU la loi n°55-4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces légales et judiciaires modifiée par la loi du 4 janvier 1978
- VU l'ordonnance 2005-1263 du 7 septembre 2005 étendant à Mayotte la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955
- VU l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales
- VU le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République nommant Monsieur Jacques WITKOWSKI Préfet de Mayotte
- VU le décret du 03 décembre 2012 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Pierre FREDERIC sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte
- VU le compte rendu de la commission réunie le 30 décembre 2013
- SUR proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet de la Préfecture de Mayotte ;

ARRETE :

Article 1 : La liste des journaux susceptibles de recevoir les annonces judiciaires et légales prescrites par le code civil, les codes de procédure et de commerce et les lois spéciales, pour la publicité et la validité des actes, des procédures ou des contrats, est établie comme suit, pour l'année 2014 et pour le département de Mayotte :

- **MAYOTTE HEBDO** – BP 60 – 97 600 MAMOUDZOU
- **FLASH INFO** – BP 60 – 97 600 MAMOUDZOU
- **LES NOUVELLES DE MAYOTTE** – BP 796 – 97 600 MAMOUDZOU
- **FRANCE MAYOTTE MATIN** – BP 258 – 97600 MAMOUDZOU

Article 2 : Le prix d'un exemplaire certifié, destiné à servir de pièce justificative de l'insertion, est fixé au tarif normal du journal augmenté éventuellement des frais d'établissement et d'expédition. En cas d'enregistrement dudit exemplaire auprès du Tribunal de Commerce, les frais d'enregistrement seront facturés à l'auteur de l'annonce.

Article 3 : L'autorisation accordée pourra être retirée :

- A tout journal interrompant sa publication sans préavis.
Dans le cas où un directeur de publication se trouverait exceptionnellement dans l'impossibilité d'assurer la parution d'un numéro, son éditeur devra immédiatement informer le préfet dans un délai de préavis de 15 jours ;
- A tout journal qui ne remplirait plus les conditions prescrites par la loi n°55-4 du 4 janvier 1955 modifiée :

Article 4 : Le choix du journal appartient aux parties. Toutefois toutes annonces judiciaires relatives à une même affaire seront insérées dans le même journal.

Article 5 : L'arrêté n°2013 – 40 du 17 janvier 2013 est abrogé.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Mayotte est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et adressé en outre, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration, à Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Mamoudzou, ainsi qu'aux Directeurs des journaux intéressés.

Fait à Mamoudzou, le 03.01.2014

Le Préfet de Mayotte,



Jacques WITKOWSKI



PREFET DE MAYOTTE

CABINET DU PREFET
Service Interministériel de Défense et de Protection
Civiles

ARRÊTÉ n° 2014 - 0184

**portant création de la commission de
préfiguration du Service Départemental d'Incendie
et de Secours**

PREFET DE MAYOTTE

**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;

VU la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'article 27 de la loi 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions pour l'outre – mer ;

VU le décret du 31 janvier 2013 portant nomination du préfet de Mayotte, M. WITKOWSKI (Jacques) ;

Sur proposition du Directeur de cabinet

ARRÊTE

Article 1er : Afin d'assurer la transition entre le service actuel et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Mayotte, il est créé une Commission de Préfiguration du Service d'Incendie et de Secours (CPSDIS).

Article 2 : La Commission de Préfiguration du Service d'Incendie et de Secours est présidée par le Préfet de Mayotte ou son représentant. Elle est constituée comme suit :

- le Directeur Régional des Finances Publiques ou son représentant,
- le Directeur du Service d'Incendie et de Secours ou son représentant,
- le Président du Conseil Général ou son représentant,
- Neuf Conseillers Généraux ou un autre Conseiller Général, désignés M. le Président du Conseil Général, en cas d'empêchement,
- Six Maires ou leurs représentants, désignés par le Président de l'association des maires,
- Un représentant les sapeurs-pompiers professionnels désigné par le Directeur du Service d'Incendie et de Secours,
- Un représentant les sapeurs-pompiers volontaire désigné par le Directeur du Service d'Incendie et de Secours.

Article 3 : La commission de préfiguration citée à l'article 1 est chargée avant la première réunion du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (CASDIS) de Mayotte de :

- a) préparer la convention de mise à disposition des biens mentionnée à l'article L. 1424-17 du code général des collectivités territoriales dans sa version issue de l'article L. 1711-4 du même code ;

- b) délibérer, dans le respect des conditions prévues à l'article L. 1424-24-1 du code général des collectivités territoriales, sur le nombre et la répartition des sièges au sein du CASDIS entre le département, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale, le cas échéant.

Article 4 : Le Président de la commission de préfiguration convoque les membres de la commission au minimum 7 jours à l'avance. Il fixe l'ordre du jour, le lieu de la réunion et organise les travaux de la commission. Il envoie les documents relatifs à la réunion avec la convocation. La commission ne se réunit valablement que lorsque la moitié au moins des membres est présent. En cas d'absence de quorum lors d'une réunion de la commission, celle-ci peut se réunir valablement trois jours après.

Article 5 : Lors de sa première réunion, la commission de préfiguration constitue deux groupes de travail, selon la composition ci-dessous, et fixe les orientations qu'elle souhaite donner à ceux-ci.

Le premier, appelé groupe de travail transfert de biens (GTTB) en charge des travaux du a) de l'article 3, est constitué de 6 membres :

- le Directeur Régional des Finances Publiques ou son représentant, qui dirige les travaux,
- un représentant du Préfet de Mayotte,
- le Directeur du Service d'Incendie et de Secours ou son représentant,
- un représentant des services administratifs du conseil général,
- un conseiller général,
- un maire ou son représentant.

Le deuxième, appelé groupe de travail conseil d'administration (GTCA) en charge des travaux du b) de l'article 3, est constitué de 4 membres :

- le Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ou son représentant, qui dirige les travaux,
- le Directeur du Service d'Incendie et de Secours ou son représentant,
- un conseiller général,
- un maire ou son représentant.

Article 6 : Le secrétariat de la commission de préfiguration est tenu par le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles.

Article 7 : Cet arrêté pourra être contesté devant le tribunal administratif de MAMOUDZOU dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 8 : M. le Sous-préfet, Directeur de cabinet, M. le Président du Conseil Général, M. le Président de l'association des maires, M. le Directeur Régional des Finances Publiques et M. le Directeur du Service d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dzaoudzi, le 06 JAN. 2014



Jacques WITKOWSKI

Copies	SIDPC/CAB	1	DRFIP	1
	CG	1	SIS	1
	Association des maires	1	RAA	1



CABINET

ARRETE N° 2013-7249
Arrêté portant création d'un
local de rétention administrative

**LE PREFET DE MAYOTTE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret n° 2007-373 du 21 mars 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret du 3 décembre 2012 du Président de la République nommant M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Sous Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

VU le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République nommant M. Jacques WITKOWSKI, Préfet de Mayotte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013- 259 du 8 avril 2013 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du 30 décembre 2013 à 23h00 et jusqu'au 31 décembre 2013 à 23h00, dans l'enceinte de la Gare Maritime à Dzaoudzi.

Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la gendarmerie nationale.

Article 3 : Le secrétaire général et le commandant de la gendarmerie de Mayotte sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

A Dzaoudzi, le 30 décembre 2013

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, directeur de Cabinet

Jean-Pierre FRÉDÉRIC



CABINET

ARRETE N° 2013-7250
Arrêté portant création d'un
local de rétention administrative

**LE PREFET DE MAYOTTE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret n° 2007-373 du 21 mars 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret du 3 décembre 2012 du Président de la République nommant M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Sous Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

VU le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République nommant M. Jacques WITKOWSKI, Préfet de Mayotte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013- 259 du 8 avril 2013 portant délégation de signature à M. Jean-Pierre FRÉDÉRIC, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du 30 décembre 2013 à 23h00 et jusqu'au 31 décembre 2013 à 23h00 dans l'enceinte de la Gendarmerie de Pamandzi.

Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la gendarmerie nationale.

Article 3 : Le secrétaire général et le commandant de la gendarmerie de Mayotte sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

A Dzaoudzi, le 30 décembre 2013

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet, directeur de Cabinet.

Jean-Pierre FRÉDÉRIC



CABINET

PREFET DE MAYOTTE

ARRETE N° 2014 - 320

Arrêté portant création d'un local de rétention administrative

LE PREFET DE MAYOTTE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret n° 2007-373 du 21 mars 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République nommant M. Jacques WITKOWSKI, Préfet de Mayotte ;

VU le décret du 16 février 2012 du Président de la République nommant monsieur Philippe LAYCURAS, Sous Préfet, Sous Préfet chargé de mission auprès du Préfet de Mayotte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-146 du 18 février 2013 portant délégation de signature à monsieur Philippe LAYCURAS, Sous Préfet, Secrétaire Général pour les affaires économiques et régionales de la préfecture de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du samedi 11 janvier 2014 à 12 h 00 et jusqu'au dimanche 12 janvier 2014 à 12 h 00, dans l'enceinte de la Gare Maritime à Dzaoudzi.

Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la gendarmerie nationale.

Article 3 : Le secrétaire général et le commandant de la gendarmerie de Mayotte sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

A Dzaoudzi, le 11 janvier 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Secrétaire général
pour les affaires économiques et régionales
Philippe LAYCURAS



PREFET DE MAYOTTE

CABINET

ARRETE N° 2014 - 321

Arrêté portant création d'un local de rétention administrative

LE PREFET DE MAYOTTE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret n° 2007-373 du 21 mars 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République nommant M. Jacques WITKOWSKI, Préfet de Mayotte ;

VU le décret du 16 février 2012 du Président de la République nommant monsieur Philippe LAYCURAS, Sous Préfet, Sous Préfet chargé de mission auprès du Préfet de Mayotte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-146 du 18 février 2013 portant délégation de signature à monsieur Philippe LAYCURAS, Sous Préfet, Secrétaire Général pour les affaires économiques et régionales de la préfecture de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du samedi 11 janvier 2014 à 12h00 et jusqu'au dimanche 12 janvier 2014 à 12h00, dans l'enceinte de l'enceinte de la Gendarmerie à Pamandzi .

Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la gendarmerie nationale.

Article 3 : Le secrétaire général et le commandant de la gendarmerie de Mayotte sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

A Dzaoudzi, le 11 janvier 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Secrétaire général
SECRETARAT GENERAL
pour les affaires économiques et régionales
ECONOMIQUES
ET REGIONALES
Philippe LAYCURAS



Liberté • Egalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

CABINET

ARRETE N° 2014 - 322

Arrêté portant création d'un local de
rétention administrative

LE PREFET DE MAYOTTE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret n° 2007-373 du 21 mars 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République nommant M. Jacques WITKOWSKI, Préfet de Mayotte ;

VU le décret du 16 février 2012 du Président de la République nommant monsieur Philippe LAYCURAS, Sous Préfet, Sous Préfet chargé de mission auprès du Préfet de Mayotte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-146 du 18 février 2013 portant délégation de signature à monsieur Philippe LAYCURAS, Sous Préfet, Secrétaire Général pour les affaires économiques et régionales de la préfecture de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du dimanche 12 janvier 2014 à 12h00 et jusqu'au lundi 13 janvier 2014 à 12h00, dans l'enceinte de la Gendarmerie à Pamandzi

Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la gendarmerie nationale.

Article 3 : Le secrétaire général et le commandant de la gendarmerie de Mayotte sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

A Dzaoudzi, le 12 janvier 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet Secrétaire général
pour les affaires économiques et régionales

Philippe LAYCURAS



PREFET DE MAYOTTE

CABINET

ARRETE N° 2014 - 323

Arrêté portant création d'un local de rétention administrative

LE PREFET DE MAYOTTE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret n° 2007-373 du 21 mars 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte ;

VU le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République nommant M. Jacques WITKOWSKI, Préfet de Mayotte ;

VU le décret du 16 février 2012 du Président de la République nommant monsieur Philippe LAYCURAS, Sous Préfet, Sous Préfet chargé de mission auprès du Préfet de Mayotte ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-146 du 18 février 2013 portant délégation de signature à monsieur Philippe LAYCURAS, Sous Préfet, Secrétaire Général pour les affaires économiques et régionales de la préfecture de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du dimanche 12 janvier 2014 à 12 h00 et jusqu'au lundi 13 janvier 2014 à 12 h 00, dans l'enceinte de la Gare Maritime à Dzaoudzi.

Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la gendarmerie nationale.

Article 3 : Le secrétaire général et le commandant de la gendarmerie de Mayotte sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la directrice de l'agence régionale de santé.

A Dzaoudzi, le 12 janvier 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Secrétaire général
pour les affaires économiques et régionales
Philippe LAYCURAS



Liberté • Egalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES LOCALES

ARRETE N° 2013 – 6105

Portant constitution de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur

LE PREFET DE MAYOTTE CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU la loi n° 83-630 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
- VU la loi n° 2010-187 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le code de l'environnement notamment les articles L 123-1 à L 123-4 et R 123-1 à R 123-43 ;
- VU le code de l'urbanisme notamment les articles L 123-1 à L 123-20 ;
- VU l'ordonnance n° 2006-460 du 12 avril 2006 relative à la partie législative du code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le décret du 6 janvier 1935 modifié par les décrets du 3 mai 1935 et 4 février 1937 ;
- VU le décret n° 99-1021 du 1^{er} décembre 1999 relatif à la délégation des pouvoirs propres au préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 20 novembre 2012 portant nomination du sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Mayotte, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, M. CHAUVIN (François) ;
- VU le décret du 31 janvier 2013 portant nomination du préfet de Mayotte, M. WITKOWSKI (Jacques) ;

Sur proposition du préfet de Mayotte :

ARRETE

Article 1^{er} : La commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur est composée comme suit :

Présidence

- Le président du tribunal administratif ou un magistrat délégué, président

Représentants de l'Etat

- Le préfet ou son représentant,
- Le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant
- Le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou son représentant
- La directrice de l'agence régionale de santé ou son représentant

Représentants du conseil général

Titulaire

- Monsieur Issoufi HAMADA, conseiller général de Tsingoni

Suppléant

- M. Mustoihi MARI, conseiller général de Bandrélé

Représentants des communes

Titulaire

- M. Sohibou HAMADA, maire de Dembeni

Suppléant

- Mme Hamina IBRAHIMA, maire de Chirongui

Deux personnalités qualifiées en matière de protection de l'environnement

Titulaires

- Mme Rachel ROSSIGNOL, chargée de mission développement durable à la CCI
- M. Pascal PUVILLAND, directeur de l'antenne BRGM

Suppléants

- Dr Sylvain LERASLE, médecin inspecteur de santé publique
- M. Michel CHARPENTIER, président des naturalistes.

Un membre inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur

Titulaire

- M. Louis ROCCHI, commissaire enquêteur

Suppléant

- M. Bertrand MICLO, commissaire enquêteur

Article 2 : Le sous-préfet, secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 04 DEC. 2013

Jacques WITKOWSKI



Copie :

Recueil des actes administratifs

Vous trouverez ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté au Conseil Général de MAYOTTE.

N° de la Réquisition	Non du requérant	Commune	Lieudit	Section cadastrale	Superficie	Nom du titre	Date Bornage
6 591	MOUSSA HAMADA	ACOUA	Mtsangadoua	AH-219	2 a 89 ca	MOUSSA 110	30 octobre 2006
6 733	SOULAIMANA ASSANI	ACOUA	Acoua	AB-418	3 a 27 ca	SOULAIMANA 1603	27 avril 2006
6 742	Adam Boto	ACOUA	Acoua	AL-110	3 ha 13 a 40 ca	ADAM 2013	5 septembre 2006
6 788	Saindou Mariame Soilihi	ACOUA	Acoua	AK-91	8 a 10 ca	SAINDOU 2202	23 juin 2006
6 796	Chehabdine Abdallah	ACOUA	Acoua brousse	AK-96	3 a 97 ca	CHEHABDINE 2228	26 octobre 2006
6 798	Abdallah Sittina	ACOUA	Acoua	AD-90	3 a 69 ca	ABDALLAH 2239	22 juin 2006
6 824	ALI ZALIA	ACOUA	Acoua	AB-295	3 a 05 ca	HALIMATY 831	23 mai 2006
6 839	ALI ZAINA	ACOUA	Acoua	AC-152	1 a 17 ca	ALI 998	23 mai 2006
6 852	ANFIATI MADI	ACOUA	Acoua	AB-303	7 a 10 ca	ANFIATI 1078	23 mai 2006
6 913	TOYFIA AHAMADA	ACOUA	Acoua	AB-278	1 a 96 ca	TOYFIA 1552	22 mai 2006
6 942	AMINA BINTI MADI	ACOUA	Acoua	AB-326	4 a 61 ca	AMINA 1612	24 mai 2006
7 223	MARIAME ALI MASSI	DZAOUZDI-LABATTOIR	Labattoir	AE-486	1 a 22 ca	MARIAME 486	10 août 2006
7 580	HOUSSOUNATI MASSOUNDI	BOUENI	Mzouzazia	AR-401	9 a 60 ca	HOUSSOUNATI 1715	19 septembre 2006
7 624	TASSILIATI MOUHAMADI	BOUENI	Mzouzazia	AR-198	4 a 46 ca	TASSILIATI 1843	5 octobre 2006
8 022	HAMADA RAKIB	BANDRABOUA	Mtsangamboua	AE-55	11 a 02 ca	HAMADA 704	26 juillet 2006
8 191	RADHOITI SALIM	BANDRABOUA	Handréma	AD-41	1 a 86 ca	RADHOITI 71	14 janvier 2007
8 372	NEMATI ASSANI	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AP-84	1 a 20 ca	NEMATI 3085	22 novembre 2006
8 414	HANIDHI MOUSSI	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AP-352	4 a 33 ca	HANIDHI 3179	19 juillet 2006
8 465	TOYFIA SAID	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AP-161	2 a 67 ca	TOYFIA 3290	15 novembre 2006
8 475	ASSANI SALIMA	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AP-170	1 a 94 ca	ASSANI 3307	15 novembre 2006
8 486	Salama Aboudou	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AP-9	39 a 94 ca	SALAMA 4458	29 novembre 2006
8 499	Sélémani Hamada	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AS-83	43 a 92 ca	Sélémani 4488	6 décembre 2006
8 504	Attoumani Hamada	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AI-132	96 a 45 ca	Attoumani 4497	6 décembre 2006
8 527	Assani Souffou	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AS-57	66 a 38 ca	Assani 4541	6 décembre 2008
8 556	Madi Assani	MTSANGAMOUI	Chémbényoumba	AR-86	40 a 34 ca	Madi 4611	6 décembre 2006
8 590	ANCHIMIA AMIDOU	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AN-59	2 a 37 ca	ANCHIMIA 70	25 juillet 2006
8 629	HAOULATI SIAKA	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AN-90	5 a 06 ca	HAOULATI 147	24 juillet 2006
8 667	MOINA HAMADA	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AO-581	1 a 98 ca	MOINA 225	7 décembre 2006
8 751	ZAINABOU SIAKA	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AN-145	2 a 48 ca	ZAINABOU 391	12 juillet 2006
8 828	ASSANI M'COLO	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AN-465	2 a 27 ca	ASSANI 623	27 juillet 2006
8 833	ANMATI BINTI SALIMATA	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AN-379	1 a 63 ca	ANMATI 630	28 juin 2006
8 933	AMINA DIGO	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AN-211	6 a 91 ca	AMINA 798	6 juillet 2006
8 927	CHARIFINA DAOUDOU	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AN-384	1 a 08 ca	CHARIFINA 787	28 juin 2006
8 928	HASSANA TAMIMOU	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AN-425	2 a 53 ca	HASSANA 788	28 juillet 2006
8 965	Moinabe MADI	MTSANGAMOUI	Mtsangamouji	AO-134	48 ca	MOINABE 853	26 octobre 2006
10 036	ATTOUMANI ASSANI	BANDRELE	Nyambadao	AC-78	2 ha 24 a 49 ca	ATTOUMANI 2142	4 septembre 2006
10 059	FATIMA BALADIMBI	BANDRELE	Bambo EST	AS-265	57 a 30 ca	FATIMA 967	18 septembre 2006
10 060	AMINA BALADIMBI	BANDRELE	Bambo EST	AS-264	28 a 41 ca	AMINA 968	18 septembre 2006
10 113	ASSANI IBRAHIME	BANDRABOUA	Handrema	AC-157	16 a 16 ca	ASSANI 393	23 octobre 2006
10 183	Indivision AHAMADI	BANDRABOUA	Handrema	AC-138	89 a 53 ca	Indivision 541	25 octobre 2006
10 228	INCHATI ABOUDOU	BANDRABOUA	Handrema	AC-144	13 a 71 ca	INCHATI 608	13 novembre 2006
10 370	BOURAHIM DHOIRIFATI	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-499	3 a 51 ca	BOURAHIM 63	15 janvier 2007
10 414	ASSANI MATRAKA Mariama	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-243	2 a 88 ca	ASSANI 140	6 février 2007
10 439	BARRAUD SONIA	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-396	2 a 48 ca	BARRAUD 167	23 janvier 2007
10 455	ATTOUMANI RAÏSSA	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-436	2 a 65 ca	ATTOUMANI 186	19 janvier 2007
10457	AYOUBA ZAINA	M'tzamboro	M'tzamboro	AO 377	62 ca	AYOUBA 188	26 janvier 2007
10 477	SALIMATA OUSSENI	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-285	2 a 33 ca	SALIMATA 214	5 février 2007
10 503	ALLAOUI OMAR	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-919	2 a 41 ca	ALLAOUI 242	17 janvier 2007
10 515	MOUMINI ZAHARA	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-328	1 a 83 ca	MOUMINI 256	29 janvier 2007

10 581	ABDILLAH TOUFAHATI	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-383	2 a 53 ca	ABDILLAH 326	25 janvier 2007
10 593	BOURAHIM HAMISSATI	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-977	3 a 53 ca	BOURAHIM 340	15 janvier 2007
10 613	BAHEDJA AMINA	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-531	3 a 71 ca	BAHEDJA 360	15 janvier 2007
10 673	GAMBA Fatima	MTZAMBORO	Mtzamboro	AO-306	2 a 50 ca	GAMBA 529	30 janvier 2007
10684	ALI Mariame	MTZAMBORO	Mtsahara	AH-388	2 a 55 ca	ALI 482	3 avril 2007
10 764	Sitirati HAMIDOU	MTZAMBORO	Mtsahara	AH-717	3 a 45 ca	Sitirati 631	1 mars 2007
10 771	BOUROUMI Ali	MTZAMBORO	Mtsahara	AH-243	1 a 39 ca	BOUROUMI 638	5 mars 2007
10 804	Fatima MADI	MTZAMBORO	Mtsahara	AH-245	231,00	Fatima 786	
10 835	MADI Zéna	MTZAMBORO	Mtsahara	AH-171	2 a 40 ca	MADI 842	3 février 2009
10 857	HAMADA Toihafi	MTZAMBORO	Mtsahara	AH-43	1 a 34 ca	HAMADA 864	2 février 2009
10 859	Antoy MADI	MTZAMBORO	Mtsahara	AH-58	2 a 52 ca	Antoy 867	2 février 2009
10 977	ROUKIA MOUSSA	SADA	Mangajou	AM-168	8 a 61 ca	ROUKIA 122	8 mars 2007
10 963	ABASS MAFIA	SADA	Mangajou	AM-185	2 a 32 ca	ABASS 106	5 mars 2007
10 973	HASSANI FAOUZIA	SADA	Mangajou	AM-181	3 a 54 ca	HASSANI 118	6 mars 2007
10 974	MADI HASSANI MARIAMA	SADA	Mangajou	AM-178	11 a 67 ca	MADI 119	6 mars 2007
11 310	Madi Thamarati	KANI-KELI	Mronabéja	AS-131	1 a 93 ca	Madi 1504	19 juillet 2007
12030	BOUNOU Taïdoudou	CHICONI	Chiconi	AM-382	1 a 32 ca	BOUNOU 665	4 décembre 2007
12 178	MOINECHA ABDOUL HAMIDI ALI	Chirongui	Mramadoudou	AT-84	1 a 15 ca	MOINECHA 78	10 juillet 2008
12 279	ISMAEL DAHALANI	CHIRONGUI	Tsimkoura	BC-194	2 a 92 ca	ISMAEL 151	11 septembre 2008
12 303	ABDOU SAOUYATI	Chirongui	Tsimkoura	BC-316 / 307	5 a 29 ca	ABDOU 176	11 septembre 2008
12 347	MOUSTOIFFA HAKIM	CHIRONGUI	Tsimkoura	BC-334	2 a 27 ca	MOUSTOIFFA 184	10 septembre 2008
12 536	ALI IBRAHIM	DZAOUZDI- LABATTOIR	Labattoir	AI-581	65 a 61 ca	ALI 1001	21 septembre 2011
12 649	AHAMADA FATIMA	MTZAMBORO	Mtsahara	AE-183 / AH- 654	9 a 13 ca	AHAMADA 596	10 mars 2008
12 677	HALIDI MOUHAMADI	MTZAMBORO	Mtsahara	AE-175	14 a 18 ca	HALIDI 940	18 février 2008
12 749	Indivision HALIDI FOUNDI MADI & Consorts	MTZAMBORO	Mtzamboro	AP-56	85 a 53 ca	Indivision 6264	2 juin 2008
12 770	SILAHY MADI	MTZAMBORO	Mtzamboro	AV-165	23 a 78 ca	SILAHY 6016	1 avril 2008
12771	Indivision Attoumani Colo & Bacar Colo	MTZAMBORO	Mtzamboro	AV-222	1 ha 80 a 65 ca	INDIVISION 6017	23 avril 2008
12 801	SALAMA BATCHOU	MTZAMBORO	Mtzamboro	AV-157	17 a 77 ca	SALAMA 6100	3 avril 2008
12 959	ATTOUMANI Moinaïdi	MTZAMBORO	Hamjago	AI-188	3 a 14 ca	ATTOUMANI 1093	7 août 2008
12 975	Jacqueline CHAMSSIDINE	MTZAMBORO	Hamjago	AI-57	1 a 86 ca	JACQUELINE 1155	4 juillet 2008
12 988	HALIDI Fatima	MTZAMBORO	Hamjago	AL-188	3 a 02 ca	HALIDI 1028	8 juillet 2008
12 992	ATTOUMANI Zaïnabou	MTZAMBORO	Hamjago	AL-207	2 a 21 ca	ATTOUMANI 1047	8 juillet 2008
13 003	HAROUNA Houssounati	MTZAMBORO	Hamjago	AL-475	2 a 93 ca	HAROUNA 1089	30 juillet 2008
13 324	CHARAFATI SOUFFOU	OUANGANI	Ouangani	AM-159	3 a 23 ca	CHARAFATI 23	7 février 2008
13 329	SOUFOU ROUBI	OUANGANI	Ouangani	AM-217	2 a 53 ca	SOUFOU 34	14 février 2008
13 400	MARIAMA VITTA	OUANGANI	Ouangani	AM-566	6 a 82 ca	MARIAMA 133	2 avril 2008
13 403	ATTOUMANI ALI	OUANGANI	Ouangani	AM-553	1 a 07 ca	ATTOUMANI 294	19 février 2008
13 673	BOINALI MADI	SADA	Sada	AI-899	6 a 92 ca	BOINALI 2084	19 décembre 2007
13 826	Antikati ATTOUMANI	MTZAMBORO	Hamjago	AL-471	5 a 06 ca	Antikati 680	24 juillet 2008
14 785	Daniel THEVENOT	SADA	Sada	AB-96	10 a 29 ca	DANIEL 21213	17 mai 2011
15 436	BETSA MARCELINE	MAMOUDZOU	Mtsapéré	BK-701	2 a 18 ca	BETSA 1453	29 janvier 2013

Vous trouverez ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de réquisitions d'immatriculation délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté au Conseil Général de MAYOTTE.						
N° de la Réquisition	Non du requérant	Commune	Lieudit	Section cadastrale	Superficie	Nom du titre
6 591	MOUSSA HAMADA	ACOUA	Mtsangadoua		2 a 59 ca	MOUSSA 110
6 616	MADI OUSSANI	ACOUA	Mtsangadoua		60 ca	MADI 227
6 630	AMADA ZAIHATA	ACOUA	Mtsangadoua		2 a 91 ca	AMADA 290
6 639	MADI MOITSOUMOU	ACOUA	Acoua		1 a 28 ca	MADI 730
6 644	HASSANATI YASSINI	ACOUA	Acoua		87 ca	HASSANATI 763
6 657	FAHARY BOANA ELIAS	ACOUA	Acoua		18 a 92 ca	FAHARY 895
6 816	HALIMATY SANDIA SOULA	ACOUA	Acoua		2 a 43 ca	ALI 866
6 824	ALI ZALIA	ACOUA	Acoua		4 a 85 ca	HALIMATY 831
6 833	MOINECHA MADI	ACOUA	Acoua		2 a 25 ca	BIBI 1016
6 847	BIBI BARAKA	ACOUA	Acoua		1 a 96 ca	MOIDJOUMOI 1211
6 871	MOIDJOUMOI BE	ACOUA	Acoua		7 a 55 ca	NDIVISION 1625
6 942	AMINA BINTI MADI	ACOUA	Acoua	AB-326	3 a 58 ca	AMINA 1612
10 131	ECHAT BACAR	BANDRABOUA	Handrema		42 a 44 ca	FAMILLE 432
10 964	Fatima ABDALLAH	SADA	Mangajou	AM-8/35	1 a 20 ca	FATIMA 107
13 950	BACAR ABDALLAH SAÏDINA	DZAOUDZI	Labattoir	AL - 84	80 a 13 ca	BACAR 84 B
13 951	BACAR ABDALLAH	DZAOUDZI	Labattoir	AL - 84	77 a 23 ca	BACAR 84 C
13 952	DJOUMOI SOULAIMANA et CONSORTS	DZAOUDZI	Labattoir	AL - 86	4 a 74 ca	DJOUMOI 86
13 953	ABDOUL-HAFFOUR MOHAMED	PAMANDZI	Pamandzi	AL - 93	3 a 50 ca	ABDOUL-HAFFOUR 93 C
13 954	CHAMOENI ROUKIA ; TSIMANI GODEAU ; DANIEL GODEAU et SAÏD GODEA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 111/112	9 a 68 ca	CHAMOENI 1
13 955	CHAMOENI ROUKIA ; TSIMANI GODEAU ; DANIEL GODEAU et SAÏD GODEAU	CHIRONGUI	Malamani	AR - 175	3 a 73 ca	CHAMOENI 1B
13 956	MADI RAFFION	CHIRONGUI	Malamani	AR - 59/60	20 a 03 ca	MADI 2
13 957	MAMOU MARIATA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 108	4 a 88 ca	MAMOU 3
13 958	CHADHULI BACO	CHIRONGUI	Malamani	AR - 28	9 a 38 ca	CHADHULI 4
13 959	HADIA MKIDADI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 110	3 a 51 ca	HADIA 5
13 960	BOINDAOI GODEAU	CHIRONGUI	Malamani	AR - 113/114	6 a 20 ca	BOINDAOI 6

13 961	MAMOU MADJIDHOUBI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 115	5 a 98 ca	MAMOU 7
13 962	DJANFAR MOUZDALFATI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 69	12 a 00 ca	DJANFAR 8
13 963	MOINAHINDROU ATTOUMANI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 69	12 a 12 ca	MOINAHINDROU 9
13 964	DJANFAR MAHADALI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 65	13 a 96 ca	DJANFAR 10
13 965	DJANFAR MOHAMED	CHIRONGUI	Malamani	AR - 58	9 a 95 ca	DJANFAR 11
13 966	BOURAHIMA ALI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 37	7 a 84 ca	BOURAHIMA 12
13 967	TOUMBOU TOIBOURANI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 31	5 a 38 ca	TOUMBOU 13
13 968	BOURHANE DJABIR	CHIRONGUI	Malamani	AR - 38/40	7 a 78 a	BOURHANE 15
13 969	ABDOURAHAMANI TOHIRI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 120/121	2 a 95 ca	ABDOURAHAMANI 16
13 970	ASSANI MOINA MAOULIDA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 118	3 a 73 ca	ASSANI 17
13 971	MADI ABDOU	CHIRONGUI	Malamani	AR - 61	13 a 45 ca	MADI 18
13 972	DJANFAR AMINA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 62	12 a 43 ca	DJANFAR 19
13 973	LIBOUDATI DJANFAR	CHIRONGUI	Malamani	AR - 66	9 a 67 ca	LIBOUDATI 20
13 974	BACO ANDILI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 68	4 a 88 ca	BACO 21
13 975	ALI TASSILIMA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 34	19 a 08 ca	ALI 22
13 976	ALI TASSILIMA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 49	1 a 54 ca	ALI 25
13 977	BACAR HIMIDI et HIMIDI MARIE	CHIRONGUI	Malamani	AR - 55	16 a 64 ca	BACAR 26
13 978	HAFIDOU ZAINA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 14	1 a 87 ca	HAFIDOU 27
13 979	ZAHARIYOU HAFIDOU COMBO	CHIRONGUI	Malamani	AR - 8	2 a 02 ca	ZAHARIYOU 28
13 980	GODEAU MOUSSA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 72	34 a 97 ca	GODEAU 29
13 981	MOINAHINDROU ALI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 181/182	3 a 56 ca	MOINAHINDROU 30
13 982	BOURHANE MOINAHIDI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 48	3 a 56 ca	BOURHANE 31
13 983	BOURHANE AMINA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 41	4 a 14 ca	BOURHANE 32
13 984	SAID FATIMA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 47	58 ca	SAID 33
13 985	THAMARATI BOURHANI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 46	6 a 57 ca	THAMARATI 34
13 986	CAMARIA MDALLAH	CHIRONGUI	Malamani	AR - 11	1 a 60 ca	CAMARIA 35
13 987	ALI SALIMA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 64/67/68	17 a 40 ca	ALI 36
13 988	CHADHUILI BACO	CHIRONGUI	Malamani	AR - 63	6 a 21 ca	CHADHUILI 37
13 989	MCHINDRA MARIAME	CHIRONGUI	Malamani	AR - 54	2 a 79 ca	MCHINDRA 38
13 990	MARIATA MROUDJAE	CHIRONGUI	Malamani	AR - 52	1 a 95 ca	MARIATA 39
13 991	MCHINDRA MARIAME	CHIRONGUI	Malamani	AR - 57/58	1 a 65 ca	MCHINDRA 40

Feuille1

13 992	MADI ALI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 52	2 a 43 ca	MADI 41
13 993	HALIMA OMAR	CHIRONGUI	Malamani	AR - 120/121	1 a 23 ca	HALIMA 42
13 994	ECHATI SOILHI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 9	3 a 12 ca	ECHATI 43
13 995	M'CHINDRA SAID	CHIRONGUI	Malamani	AR - 29	3 a 40 ca	M'CHINDRA 45
13 996	HIDAYA INZOUUDINE	CHIRONGUI	Malamani	AR - 39	5 a 08 ca	HIDAYA 46
13 997	TOUMBOU NIZARI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 32	3 a 22 ca	TOUMBOU 47
13 998	MADI ALI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 33	2 a 81 ca	MADI 48
13 999	INZOUUDINE RIDHOIN	CHIRONGUI	Malamani	AR - 24	3 a 43 ca	INZOUUDINE 49
14 000	ANLI ZAHARIYOU	CHIRONGUI	Malamani	AR - 108	91 ca	ANLI 50
14 001	MARIAME MAECHA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 120/121	1 a 17 ca	MARIAME 51
14 002	ZALIHATA OUSSENI	CHIRONGUI	Malamani	AR - 181/182	4 a 36 ca	ZALIHATA 52
14 003	CHARFATI ZAHARIOU	CHIRONGUI	Malamani	AR - 15	2 a 35 ca	CHARFATI 53
14 004	ZAINABA BOURHANE	CHIRONGUI	Malamani	AR - 186	46 a 21 ca	ZAINABA 54
14 005	RAHAMATOU MOUSSA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 50	5 a 63 ca	RAHAMATOU 55
14 006	MAMOU ABDALLAH	CHIRONGUI	Malamani	AR - 116/119	5 a 64 ca	MAMOU 56
14 007	BOUNOU SAINDOU	CHIRONGUI	Malamani	AR - 26	1 a 95 ca	BOUNOU 57
14 008	AHMED BOUNOU	CHIRONGUI	Malamani	AR - 16/17/20	5 a 73 ca	AHMED 58
14 009	ZALIHATA BOUNOU	CHIRONGUI	Malamani	AR - 25	3 a 01 ca	ZALIHATA 60
14 010	MARIAME MAECHA	CHIRONGUI	Malamani	AR - 19	2 a 09 ca	MARIAME 510
14 011	AHAMADA M'DOHOMA	BANDRABOUA	Bandraboua		71 a 46 ca	AHAMADA 1681
14 012	MOIZENA BOURA	BANDRABOUA	Handréma	AD - 1	27 ca	MOIZENA 5052
14 013	BOINALI ECHAT MHOSONI	SADA	sada		2 a 15 ca	BOINALI 2505
14 014	MOUSSA BOINA / MOUSSA ACHIRAFI SOYHATTI	SADA	sada		9 a 04 ca	MOUSSA 2550
14 015	ADINANI SOIHIBOU	SADA	sada		4 a 72 ca	ADINANI 2577
14 016	MOUSSA BOUENI TOILI	SADA	sada		9 a 70 ca	MOUSSA 2583
14 017	CHADHOULI HAZRATI	SADA	sada		5 a 81 ca	CHADHOULI 2596
14 018	IBRAHIM FAZATI	SADA	sada		4 a 38 ca	IBRAHIM 2597
14 019	KISSIMATI YOUSOUF	SADA	sada		3 a 17 ca	KISSIMATI 2598
14 020	ABDALLAH ANRIFINA	SADA	sada		5 a 23 ca	ABDALLAH 2599
14 022	MOIHEDJA (ABDILLAH MADI)	SADA	sada		7 a 86 ca	MOIHEDJA 2580 A
14 023	SAID FATIMA	SADA	sada		2 a 05 ca	SAID 1854
14 024	SAID MOINECHA	SADA	sada		4 a 26 ca	SAID 2536
14 572	HÀIDAR Raffion	ACOUA	Acoua		30 a 88 ca	HÀIDAR 2318
14 936	M'SA Issouf	MAMOUDZOU	Mamoudzou	AY-205	2 a 68 ca	M'SA 483
14 937	KASSIM Aboutoïhi	MAMOUDZOU	Tsoundzou	BZ-19	1 ha 26 ca 98 ca	KASSIME 5150
15 841	MZE LASSOUA	SADA	Sada	AC - 203	1 a 88 ca	MZE 1490

Feuille1

15 842	SIDI ECHAT	SADA	Sada	AD - 142	3 a 45 ca	SIDI 1500
15 843	BACO MOHAMED	SADA	Sada	AC - 716	3 a 00 ca	BACO 1513
15 844	ABDALLAH FAOUZIA FATIMA MTITI	SADA	Sada	AD - 146	1 a 59 ca	ABDALLAH 1556
15 845	MADI HARISSOITI	SADA	Sada	AD - 145	93 ca	MADI 1557
15 846	BABOU SOUFFOU	SADA	Sada	AD - 162	1 a 48 ca	BABOU 1569
15 847	ALI MADI Zainaba	SADA	Sada	AD - 433	2 a 37 ca	ALI 1578
15 848	DJOUNBE DJAILANI	SADA	Sada	AE - 66	2 a 13 ca	DJOUNBE 1581
15 849	ALI ZARIANTI	SADA	Sada	AE - 270	1 a 60 ca	ALI 1591
15 850	MADI NISSOITTI	SADA	Sada	AE - 311	71 ca	MADI 1592
15 851	RACHIDY MACHEHY	SADA	Sada	AE - 305	1 a 02 ca	RACHIDY 1594
15 852	MOSSA FATIMA	SADA	Sada	AE - 304	1 a 19 ca	MOSSA 1595
15 853	CHIFFAY HAFIDHOU	SADA	Sada	AD - 167	2 a 92 ca	CHIFFAY 1616
15 854	OUSSENI FATIMA	SADA	Sada	AE - 259	81 ca	OUSSENI 1621
15 855	SOUMAILA KASSABOU	SADA	Sada	AE - 259	86 ca	SOUMAILA 1622
15 856	HAFISOITI ATTOUMANI	SADA	Sada	AE - 262	83 ca	HAFISOITI 1623
15 857	ALI AHMED	SADA	Sada	AE - 258	1 a 60 ca	ALI 1624
15 858	FATIMA BOINAMANI	SADA	Sada	AE - 244/245	7 ca	FATIMA 1625
15 859	BOINAMANI AMINA	SADA	Sada	AE - 244/245	17 ca	BOINAMANI 1626
15 860	SAID FAZATI	SADA	Sada	AE - 266	82 ca	SAID 1634
15 861	SAID RAHAMATTOU	SADA	Sada	AE - 265/266	40 ca	SAID 1635
15 862	BACAR SABOUTIA	SADA	Sada	AE - 261	1 a 02 ca	BACAR 1636
15 863	SITIRATI ATTOUMANI	SADA	Sada	AE - 275	86 ca	SITIRATI 1637
15 864	RAOUDHOITI ATTOUMANI	SADA	Sada	AE - 275	80 ca	RAOUDHOITI 1638
15 866	TAMBIHI HARIBOU	SADA	Sada	AE - 257	1 a 09 ca	TAMBIHI 1641
15 867	ABDOU MARDHUYA	SADA	Sada	AE - 251	1 a 02 ca	ABDOU 1642
15 868	ABDOUL BASTOI FATIMA	SADA	Sada	AE - 273	2 a 01 ca	ABDOUL 1644
15 869	MARIAME ABDOU	SADA	Sada	AE - 250	1 a 21 ca	MARIAME 1647
15 870	SAID MARI ROUFIANI	SADA	Sada	AE - 59	1 a 57 ca	SAID 1649
15 871	ROUKIA CHEHI	SADA	Sada	AE - 68	2 a 92 ca	ROUKIA 1651
15 872	MARIAMA MOUJIBOU	SADA	Sada	AE - 256	1 a 58 ca	MARIAMA 1653
15 873	HADIDJA M ZE ALI	SADA	Sada	AE - 254	2 a 26 ca	HADIDJA 1656
15 874	SOUMAILA ALLAOUJA	SADA	Sada	AE - 247/248	1 a 44 ca	SOUMAILA 1657
15 875	MARI ZAINA	SADA	Sada	AD - 312	84 ca	MARI 1711
15 876	MARI MAZENA	SADA	Sada	AD - 271	1 a 28 ca	MARI 1712
15 877	Sidi Hadidja	SADA	Sada	AC - 187	4 a 27 ca	Sidi 1718
15 878	MAHAMAD DALLALI ALY RIZIKI	SADA	Sada	AC - 834	3 a 43 ca	MAHAMAD 1766

Feuille1

15 879	SANDATI ABDOU	SADA	Sada	AD - 313	62 ca	SANDATI 1786
15 880	FATIMA ABDOU	SADA	Sada	AE - 62	1 a 93 ca	FATIMA 1796
15 881	FAOUZIA SELEMANI	SADA	Sada	AD - 326	1 a 08 ca	FAOUZIA 1804
15 882	ECHAT ASSANI	SADA	Sada	AD - 168	3 a 21 ca	ECHAT 1805
15 883	ALI - FATIMA	SADA	Sada	AD - 169	3 a 49 ca	ALI 1807
15 884	MOINECHAT ALI	SADA	Sada	AD - 169	1 a 97 ca	MOINECHAT 1808
15 885	ALI ROUKIA	SADA	Sada	AD - 169	1 a 73 ca	ALI 1809
15 886	MOINA FEDA MOUSSA	SADA	Sada	AD - 114	1 a 94 ca	MOINA 1813
15 887	MOUMINI FRAHATI	SADA	Sada	AD - 136	1 a 32 ca	MOUMINI 1814
15 888	SAID FATIMA	SADA	Sada	AD - 158/330	2 a 45 ca	SAID 1815
15 889	HOULAME ANLIATTI	SADA	Sada	AD - 140	1 a 83 ca	HOULAME 1816
15 890	MATTOIR TOIANTI	SADA	Sada	AD - 143	2 a 83 ca	MATTOIR 1817
15 891	MDERE NAMSJ	SADA	Sada	AD - 173	94 ca	MDERE 1818
15 892	COMBO BOINAID	SADA	Sada	AD - 151	1 a 39 ca	COMBO 1821
15 893	TOILIBOU ZAIDATI	SADA	Sada	AD - 163	1 a 21 ca	TOILIBOU 1822
15 894	BIBI FATIMA SAID	SADA	Sada	AD - 179	4 a 13 ca	BIBI 1824
15 895	ALI SABOURATI	SADA	Sada	AE - 65	1 a 82 ca	ALI 1831
15 896	MADI ANTUYATI	SADA	Sada	AE - 81	4 a 92 ca	MADI 1843
15 897	MAMYNA DANIEL	SADA	Sada	AD - 299	2 a 26 ca	MAMYNA 1845
15 898	SOIZIANTI CHARIA	SADA	Sada	AD - 148	1 a 05 ca	SOIZIANTI 1846
15 899	SSA ZAINA	SADA	Sada	AD - 148	1 a 01 ca	SSA 1847
15 900	HARIBOU ANTUFATI	SADA	Sada	AE - 38	5 a 29 ca	HARIBOU 1848
15 901	RAMLATI AHMED	SADA	Sada	AE - 151	1 a 25 ca	RAMLATI 1850
15 902	MAHADIATI CHARIA	SADA	Sada	AD - 148	1 a 15 ca	MAHADIATI 1852
15 903	SSA MDAHOMA Zaina	SADA	Sada	AH - 200	4 a 71 ca	SSA 1853
15 904	ABDOUL-BASTOI Salama	SADA	Sada	AI - 258	2 a 58 ca	ABDOUL-BASTOI 1855
15 905	MOIDA SAANDA	SADA	Sada	AD - 177	1 a 29 ca	MOIDA 1856
15 906	SSA FATOUMIA	SADA	Sada	AH - 200	1 a 95 ca	SSA 1862
15 907	MARIMA MZE ALI	SADA	Sada	AE - 145	2 a 21 ca	MARIMA 2001
15 908	TAHAMIDA	SADA	Sada	AE - 146	1 a 77 ca	DAROUECHI 2002
15 909	ALI MARI HAMADA	SADA	Sada	AE - 80	1 a 32 ca	ALI 2004
15 910	HALIDI	SADA	Sada	AE - 152	4 a 61 ca	OISTOITI 2008
15 911	BACAR BOUENI ANFIATI	SADA	Sada	AE - 153	2 a 51 ca	BACAR 2010
15 912	HIMIDI MAHAMOUDOU	SADA	Sada	AE - 160	3 a 34 ca	HIMIDI 2011
15 913	BACAR HALIMA	SADA	Sada	AE - 144	3 a 33 ca	BACAR 2012
15 914	ANDHUMA SAANDI	SADA	Sada	AE - 161	1 a 25 ca	ANDHUMA 2041
15 915	MAOUNLOUMI SAANDI	SADA	Sada	AE - 161	1 a 34 ca	MAOUNLOUMI 2042
15 916	ZAKIA SAANDI	SADA	Sada	AE - 161	1 a 98 ca	ZAKIA 2043

15 917	BACO ATTOUMANI	SADA	Sada	AE - 164	94 ca	BACO 2044
15 918	ALI AHMED	SADA	Sada	AE - 141	1 a 56 ca	ALI 2045
15 919	ZAINABOU OUSSENI	SADA	Sada	AE - 156	5 a 17 ca	ZAINABOU 2046
15 920	ZALIHATA SOUMAILA	SADA	Sada	AE - 166	1 a 99 ca	ZALIHATA 2048
15 921	HAMADA SALIME	SADA	Sada	AE - 260	1 a 85 ca	HAMADA 2054
15 922	SAID MAISSARA	SADA	Sada	AI - 929	2 a 18 ca	SAID 2055
15 923	ABDOU ANSIFATI	SADA	Sada	AE - 137	1 a 98 ca	ABDOU 2073
15 924	ZANFARANI ABDOU	SADA	Sada	AE - 136	74 ca	ZANFARANI 2074
15 925	TOYFIA ABDOU	SADA	Sada	AE - 136	2 a 58 ca	TOYFIA 2075
15 926	YOUHANIDHI IBRAHIM	SADA	Sada	AI - 929	2 a 55 ca	YOUHANIDHI 2092
15 927	AHAMADI Youssouf né le 3 mars 1984 à Sada AHAMADI Michel-Abdallah né le 15 juillet 1977 à Sada	SADA	Sada	AE - 162	2 a 36 ca	AHAMADI 2101
15 928	OUSSENI SAÏD	SADA	Sada	AK - 19	86 ca	OUSSENI 2114
15 929	SOUFFOU MADI	SADA	Sada	AK - 21	17 a 17 ca	SOUFFOU 2115
15 930	ZARIANTI BOINA	SADA	Sada	AK - 21	5 a 42 ca	ZARIANTI 2116
15 931	RABIANI BOINA	SADA	Sada	AK - 21	3 a 46 ca	RABIANI 2117
15 932	ZARIANTI HAMADI	SADA	Sada	AI - 264	1 a 73 ca	ZARIANTI 2199
15 933	FATIMA AHMED	SADA	Sada	AI - 234/235/236	50 ca	FATIMA 2244
15 934	NASSUR OUSSENI	SADA	Sada	AI - 209	8 a 69 ca	NASSUR 2503
15 935	MARIAMA MAOULIDA	SADA	Sada	AI - 289	1 a 63 ca	MARIAMA 2506
15 936	HALIMA ABDOUBACAR	SADA	Sada	AE - 150	2 a 87 ca	HALIMA 2526
15 937	ABOUBACAR MOUSSA	SADA	Sada	AI - 89/10/411	10 a 47 ca	ABOUBACAR 2579
15 938	OUSSENI TAANDHOITI	SADA	Sada	AD - 268	86 ca	OUSSENI 2584
15 939	HAMADA SIDI	SADA	Sada	AD - 300	1 a 35 ca	HAMADA 2587
15 940	ALI AMIR	SADA	Sada	AC - 834	2 a 73 ca	ALI 2594
15 941	BOINAHERY AMINA	SADA	Mangajou	AL - 29	5 a 57 ca	BOINAHERY 2630

Vous trouverez ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé de la réquisitions d'immatriculation déposée à la CPI le 10/12/2013

N° de la réquisition	Nom du requérant	Commune	Réf Cadastrale	Superficie
14113	DM/ABDOU RAHAMAN	BOUENI	AS 113-116	02a 42ca
14114	DM/SOUMAILA Adidja	CHICONI	AP 333	02a 30ca
14115	DM/RACHIDI Zoubert	ACOUA	AH 378	06a 56ca
14116	DM/AHMED Rahinati	SADA	AE 246	01a 45ca
14117	DM/SAID Baraka	ACOUA	AC 337	05a 33ca
14118	DM/Chamassy Maoulida	DZAOUDZI	AI 57-58	70a 40ca

Ces réquisitions peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'une demande d'inscription sur le livre foncier à compter de la date de publication du présent avis. ***Le texte intégral de la réquisition peut être consulté à la conservation de la propriété immobilière.***

**Réquisitions d'immatriculation déposées à la conservation de la propriété
immobilière**

— Avis de clôture du bornage.

N° de la réquisit°	Identité du requérant, du propriétaire	Date du bornage	Informations relatives à l'immeuble à immatriculer				
			Commune	Section cadastrale	N° du plan	Superficie	Nom donné à l'immeuble
5554	DM/Mme HAYATI MALIDE	13/07/2010	BANDRELE	BC	156	00a 99ca	BAY CANOUR
6349	DM/Mme NENE MADI	15/07/2010	BANDRELE	AZ	178	14a 33ca	MAHATSARA
6396	ETAT/Mme Laambati ALI	10/01/2012	KOUNGOU	BI	427	01a 81ca	BAHATI LABATI

Ces réquisitions peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'une demande d'inscription sur le livre foncier jusqu'à l'expiration du délai d'un mois à compter de la publication du présent avis. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la conservation de la propriété immobilière.

**Réquisitions d'immatriculation déposées à la conservation de la propriété
immobilière**

N° de la réquisit°	Identité du requérant, du propriétaire	Informations relatives à l'immeuble à immatriculer				
		Commune	Section cadastrale	N° du plan	Superficie	Nom donné à l'immeuble
14119	DM/SOUMAILA	CHICONI	AP	333	02 a 30 ca	JARDIN MAYA
14120	DM/IDAROSSI	PAMANDZI	AD	538	09 a 39 ca	NOUROULIANI
14121	DM/MADI	OUANGANI	AO	439	01 a 27 ca	CHEZ HASSANATI

Ces réquisitions peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'une demande d'inscription sur le livre foncier à compter de la publication du présent avis. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la conservation de la propriété immobilière.